

Chefs d'Etat haïtiens Louis Eugène Roy (1930-1930)

Présentation

29e chef d'Etat:

Mai - novembre 1930

Durée du mandat :

6 mois

Age à l'investiture :

69 ans

Évènements majeurs :

Ouverture de l'Ecole militaire d'Haïti

Conventions commerciales avec l'Allemagne et la France

Reconstitution du Sénat et de la Chambre des députés

Le profil personnel

Pharmacien formé à Montpellier en France, il a été ruiné au moment des événements de 1883 pendant lesquels sa pharmacie a brûlé. Il est, au moment où il devient candidat de consensus, président du syndicat du change. Il est la personnalité délibérément choisie hors de la classe politique pour garantir la neutralité des élections qui doivent permettre de rétablir une institution politique majeure, le Parlement (Sénat et Chambre des députés), renvoyé depuis le début de la présidence de Dartiguenave.

L'accession au pouvoir

Quoique la commission Forbes ne soit pas "convaincue qu'Haïti possède actuellement des bases assez solides pour un gouvernement démocratique et représentatif", malgré l'opposition du haut-commissaire américain Russell à la tenue de législatives, le président américain Hoover décide d'appuyer la proposition de la commission : la mise en place dès la fin du mandat de Borno, c'est-à-dire immédiatement, d'un président dont le mandat écourté serait essentiellement consacré aux élections législatives et présidentielles. C'était donner la garantie que les élections seraient libres et ouvertes. Borno se bat pour donner à tout prix l'impression que la nomination d'Eugène Roy, candidat à la présidence accepté par consensus entre l'opposition et la présidence, n'est pas issu d'un processus révolutionnaire ou imposé de l'extérieur et que sa nomination a respecté le cadre institutionnel en place. C'est un président déjà élu par une assemblée de 34 délégués d'arrondissement présidée par Etzer Vilaire le 20 mars qui est à nouveau "élu" le 21 avril 1930 par le Conseil d'Etat dont la moitié des membres viennent d'être nommés, par 21 voix sur 27.

Le mandat

Le haut-commissaire Russell quitte le pays et est remplacé par un ambassadeur, Dana G. Munro : la fonction de haut-commissaire, symbole de l'occupation, disparaît. Le nouveau président s'entoure d'hommes nouveaux. Une courte présidence de six mois voit le passage de deux cabinets ministériels totalement différents l'un de l'autre et l'invention de la fonction sous-secrétaire d'Etat. Les militants anti-Borno sont récompensés : le président du comité étudiant de la grève, Justin Sam, devient maire adjoint de Port-au-Prince, le journaliste Jean Brierre devient secrétaire de Légation à Paris, Georges Petit du Petit Impartial préfet de Port-au-Prince, Jacques Roumain du même journal chef de division au ministère de l'Intérieur, etc. L'Union Patriotique tout entière se lance dans la bataille électorale, l'opposition modérée (les "pro-treaty party") menés par Sténio Vincent et les radicaux, partisans de la désoccupation immédiate, menée par Joseph Jolibois et Jacques Roumain.

Réf.: ORIOL, Michèle. VILAIRE, Patrick. WIESER, Corinne. *Chef d'Etat en Haïti, Gloire et misères, 1804-1986.* Réalisé par: Fondation pour la Recherche Iconographique et Documentaire et Archives Nationales d'Haïti.